



TRIPARTITE NIGERIA, ALGÉRIE ET NIGER SUR LE GAZODUC TRANSSAHARIEN (TSGP)
**Début des études techniques,
le compte à rebours est lancé !**



© Photo : D.R

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a effectué ces deux derniers jours du 20 au 21 juin en cours, une visite de travail à Abuja, (Nigeria) pour participer à la deuxième réunion tripartite Algérie-Niger-Nigeria pour discuter de la mise en œuvre de la feuille de route pour réaliser le projet du Gazoduc transsaharien (TSGP) Nigeria-Algérie, approuvée lors d'une précédente réunion tenue à Niamey, (Niger), le 16 février dernier. Lire en page 4

AG DE L'UNION DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX ARABES ET INSTITUTIONS SIMILAIRES

Les efforts du chef de l'Etat visant à rassembler les pays arabes salués



OUVERTURE
OFFICIELLE DES JEUX
MÉDITERRANÉENS
D'ORAN 2022

**Tout est fin
prêt, selon les
organisateur**

AIMENE BENABDERRAHMANE A L'AG DE LA LIGUE
DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX ARABES :



**«Fédérer les efforts
afin d'affirmer
la présence arabe
en tant qu'un seul
bloc solidaire»**

Accidents de la circulation : 30 morts et plus de 1.600 blessés en une semaine

OAT :

L'Algérie a franchi de grands pas en matière de dialogue social

Le Directeur général de l'Organisation arabe du Travail (OAT), Fayed Al-Mutairi a salué, lundi à Alger, les grands pas franchis par l'Algérie en matière de dialogue social sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

CNDH :

L'Algérie soucieuse d'améliorer les services fournis aux réfugiés

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a mis l'accent, lundi dans un message à l'occasion de la Journée internationale des réfugiés célébrée le 20 juin de chaque année, sur le souci permanent de l'Algérie d'améliorer le niveau des services fournis aux réfugiés pour préserver leur dignité.



JM ORAN-2022 :

Tous les moyens assurés aux médias pour une couverture optimale de l'événement

La commission «Médias et presse» du Comité d'Organisation de la 19^{ème} édition des Jeux méditerranéens Oran-2022 a joué un rôle majeur dans la promotion de cet événement sportif en créant un site internet susceptible de renseigner sur les préparatifs de l'événement et fournir aux médias locaux et nationaux diverses informations relatives aux Jeux.

Aïmene Benabderrahmane à l'AG de la Ligue des Conseils économiques et sociaux arabes :

«Fédérer les efforts afin d'affirmer la présence arabe en tant qu'un seul bloc solidaire»

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a appelé, avant-hier lundi à Alger, à fédérer les efforts, mobiliser les capacités humaines et matérielles et investir dans les énergies jeunes dont disposent les pays arabes pour en bénéficier. Afin, a-t-il dit, d'affirmer la présence arabe en tant qu'un seul bloc solidaire.

Affirmant, à l'occasion, l'engagement de l'Etat algérien qui apporte soutien et accompagnement à l'Union pour l'ériger en instance active à la hauteur des organisations régionales et internationales similaires lui permettant d'assumer pleinement son rôle et d'atteindre ses objectifs au mieux des intérêts des peuples arabes.

S'exprimant à l'ouverture des travaux de l'Assemblée générale (AG) extraordinaire de la Ligue des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires, lors de laquelle le nom de l'instance a été changé de «Ligue» à «Union», Aïmene Benabderrahmane, a mis en avant la nécessité de développer l'action arabe commune à la lumière des défis de l'heure imposés par les conditions régionales et internationales.

«L'Union comptait parmi les mécanismes sur lesquels l'on peut compter dans les efforts visant à redynamiser l'action arabe commune dans le domaine économique, social et environnemental, afin de réaliser le développement escompté dans les pays arabes», a indiqué le Premier ministre.

L'organisation de cette AG extraordinaire, a poursuivi Aïmene Benabderrahmane, intervient alors que l'Algérie s'apprête à organiser le Sommet arabe, qui s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour rassembler les pays arabes concernant les questions cruciales communes dans divers domaines politiques et sécuritaires au service de la stabilité dans le monde arabe, ainsi que sur les questions de développement socio-économique ou celles relatives aux changements climatiques et environnementaux.

Soulignant, au passage, l'importance cruciale de cette session. Compte tenu, a-t-il observé, de l'importance de ces conseils et



■ M. Benabderrahmane a mis en avant les objectifs de l'Union pour favoriser la culture du dialogue sous toutes ses formes, approfondir la démocratie participative outre la réalisation de la paix et de la stabilité sociales. (Photo:DR)

leur rôle, pivot, dans la dynamisation de la vie économique, sociale et environnementale au niveau local, régional ou international. Pour le Premier ministre, cette rencontre devrait renforcer

AG de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires

Les efforts du chef de l'Etat visant à rassembler les pays arabes salués

Les participants à l'Assemblée générale extraordinaire de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires, tenue, avant-hier lundi à Alger, dont les travaux ont été sanctionnés par une série de mesures, ont salué les efforts du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à rassembler les pays arabes autour de leurs causes décisives au service de la stabilité dans la région arabe et du développement durable. Souhaitant plein succès au prochain Sommet de la Ligue arabe prévu en Algérie. Parmi ces mesures, la promotion de l'industrialisation par substitution aux importations (ISI) et l'amélioration du taux d'intégration industriel en vue de réduire la vulnérabilité des économies arabes face aux fluctuations des chaînes d'importation internationales.

Appelant au développement des secteurs stratégiques visant le renforcement de la souveraineté, notamment dans les domaines liés à la souveraineté alimentaire et à la sécurité énergétique mais aussi à la souveraineté technologique, les participants ont également salué la nécessité de s'intéresser à l'augmentation des transferts monétaires des communautés établies à l'étranger vu leur importance et leur contribution efficiente au renforcement de la structure et la cohésion de l'économie locale en vue de la sauver des séquelles des crises dont l'épidémie du Coronavirus (Covid-19). Et encouragé l'action associative et la création des associations pour appuyer le bénévolat qui joue un rôle primordial.

Soulignant l'importance de donner à cette action une place privilégiée à travers le renforcement de la présence des composantes de la société civile surtout les organisations professionnelles dans les différentes structures socio-économiques en vue de les associer dans le traitement des principaux dossiers et l'élaboration des options nationales, les délégations arabes ont également appelé à élargir l'idée de la création des Conseils économiques et sociaux pour adhérer à l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires, en vue de resserrer les rangs et coopérer à améliorer la situation socio-économique arabe et encourager l'échange entre les pays arabes. Saluant au passage, l'avancée enregistrée dans l'élaboration de la convention du siège de l'Union qui sera abrité par l'Algérie pendant trois ans en vue de la signer dans les plus brefs délais. Dix (10) pays arabes, ont participé aux travaux de cette session en présence de membres du Gouvernement, de Conseillers du président de la République, de ministres de pays arabes, de présidents des Conseils économiques et sociaux arabes et de membres du Parlement et du corps diplomatique accrédité en Algérie, outre des présidents d'instances nationales et des représentants de chefs d'entreprises.

cer les efforts communs pour la réactivation de l'Union après sa stagnation en raison de la crise sanitaire due à la propagation de l'épidémie de la Covid-19 et atteindre les objectifs de l'Union, notamment la diffusion de la culture du dialogue, sous toutes ses formes et la réalisation d'un développement socio-économique équilibré à même de concrétiser la justice et la cohésion sociales escomptées.

Appelant les délégations présentes à s'inspirer de l'expérience algérienne pionnière en termes d'encouragement de la culture du dialogue et de communication que le président de la République s'attèle à réaliser depuis son élection, Aïmene Benabderrahmane a mis en avant les objectifs de l'Union pour favoriser la culture du dialogue sous toutes ses formes, approfondir la démocratie participative outre la réalisation de la paix et de la stabilité sociales. Invitant, au passage, la nouvelle direction de l'Union à œuvrer à l'élargissement de la représentation aux pays arabes non représentés actuellement, en vue d'atteindre les nobles objectifs de cet organe.

Et soulignant l'importance de procéder à un échange de vue sur les questions communes prioritaires à l'image de la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la prise en charge de l'impact socio-économique de la pandémie, les changements climatiques et environnementaux et leurs retombées sur le Monde arabe.

Notons que lors de cette session de l'Assemblée générale (AG) extraordinaire de la Ligue des Conseils économiques et sociaux

REPÈRE

CNESE

L'Algérie élue à la tête de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires

L'Algérie a été élue, lundi à Alger, à la tête de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires pour un mandat de trois (3) ans, a annoncé le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed. Ce plébiscite a été annoncé lors d'une conférence de presse animée en marge de l'AG extraordinaire de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires, dont le nom a été changé de "Ligue" à "Union". Outre le plébiscite de M. Bouchenak Khelladi en qualité de président de l'Union, M. Moussa Ayoub Chetiwi, président du Conseil économique et social de Jordanie a été élu vice-président de cette instance.

L'AG a vu également le renouvellement de confiance en la personne du Secrétaire général du Cnese, Mohamed Amine Djaafari en qualité de SG de l'Union pour un nouveau mandat de quatre (4) ans, outre l'élection du Conseil d'administration de l'Union, composé de sept (7) membres, dont le président de l'Union et son vice-président. Pour la première fois, l'Union a vu l'adhésion de la Tunisie à travers le Conseil national du dialogue tunisien.

arabes et Institutions similaires, l'Algérie, représentée par le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed, a été élu à la tête de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires, et accueillera le siège de l'Union.

Rabah Mokhtari

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

Aboul Gheit à Alger Les préparatifs du Sommet arabe passés en revue

Dans un peu plus de quatre mois, l'Algérie abritera le Sommet arabe, les 1^{er} et 2 novembre 2022. C'est pour évoquer les préparatifs de ce Sommet que le secrétaire général de la Ligue des États arabes, Ahmed Aboul Gheit, est arrivé en Algérie lundi à la tête d'une délégation du secrétariat général pour une visite de deux jours.

Il a été reçu hier par le Président Abdelmadjid Tebboune. Au programme de sa visite, d'autres questions également concernant les développements de la situation dans la région arabe sur fond des tensions que connaît la scène mondiale, et leurs répercussions négatives sur les pays de la région. Lundi soir, il s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. Le ministre des Affaires étran-



■ L'Algérie veut que le Sommet arabe soit «unificateur» et l'occasion de remettre la cause palestinienne au centre de l'action prioritaire arabe mais aussi, de permettre à la Syrie de reprendre sa place dans la Ligue arabe. (Photo : D.R)

gères et de la Communauté nationale à l'étranger et son hôte ont tenu, hier, mardi, une séance de travail élargie, incluant les délégations des deux parties, consacrée à l'examen en détail de ces questions et de l'état d'avancement des différents préparatifs de cet événement arabe important qui coïncidera avec le 68^{ème} anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution de Novembre, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Le secrétaire général de la Ligue des États arabes estime que l'Algérie sera à la hauteur de l'événement. Il a salué les efforts déployés par l'Algérie et les idées d'organisation avancées afin de permettre aux dirigeants arabes de partager les joies de l'Algérie à l'occasion du 68^{ème} anniversaire du déclenchement de la révolution de libération, tout en s'inspirant de cette glorieuse Révolution pour cristalliser une vision ambitieuse à la hauteur

des aspirations des peuples arabes. Une vision qui permette de répondre efficacement aux défis imposés par les mutations en cours sur la scène internationale. Les deux parties sont également convenues de poursuivre et de renforcer la coordination dans les prochaines étapes pour faire de ce sommet un succès et en faire une étape essentielle dans le processus d'action arabe commune. Dans le cadre de sa visite en Algérie, Ahmed Aboul Gheit s'est rendu, plus tôt dans la journée, au sanctuaire du Martyr (Alger) où il a déposé une gerbe de fleurs à la mémoire des martyrs de la glorieuse Révolution de libération. Pour l'Algérie, l'adoption par les Etats arabes de la proposition algérienne concernant la tenue du prochain Sommet arabe à Alger les 1^{er} et 2 novembre 2022 traduit leur attachement aux valeurs communes et leur volonté de poursuivre l'action arabe commune pour défendre leurs inté-

rêts. La période du 24 octobre au 2 novembre sera marquée par une intense activité en Algérie en faveur de l'action arabe commune. Le Conseil de la Ligue arabe, qui a inscrit la question palestinienne parmi les priorités à l'ordre du jour lors du prochain Sommet d'Alger, a eu à saluer les efforts inlassables consentis par l'Algérie en faveur de la réconciliation nationale palestinienne. On sait que l'Algérie veut que le Sommet arabe soit «unificateur» et l'occasion de remettre la cause palestinienne au centre de l'action prioritaire arabe mais aussi, de permettre à la Syrie de reprendre sa place dans la Ligue arabe. Les observateurs ont noté qu'un nombre croissant de dirigeants de pays arabes qui s'étaient acharnés contre la Syrie depuis 2011, pour déstabiliser ce pays, renouent maintenant les liens avec son Président, Bachar el-Assad.

Lakhdar A.

BRÈVE

JM Oran-2022 :

Tous les moyens assurés aux médias pour une couverture optimale de l'événement

La commission "Médias et presse" du Comité d'Organisation de la 19^{ème} édition des Jeux méditerranéens Oran-2022 a joué un rôle majeur dans la promotion de cet événement sportif en créant un site internet susceptible de renseigner sur les préparatifs de l'événement et fournir aux médias locaux et nationaux diverses informations relatives aux Jeux. Sur le plan logistique, la commission a mis en place tous les moyens au profit des journalistes nationaux et étrangers chargés de couvrir l'événement méditerranéen du 25 juin au 6 juillet dans les meilleures conditions. Elle a également enregistré quelque 2.068 demandes d'accréditation de journalistes, soit 1.596 demandes émanant de la presse nationale, écrite et audiovisuelle, et 472 autres de la presse étrangère, a indiqué Mehdi Boukouama, membre de la commission. La liste définitive du nombre de journalistes concernés par la couverture de l'événement méditerranéen est en cours de validation, a-t-il souligné. «Nous avons reçu un grand nombre de demandes d'accréditation de journalistes, ce qui est un indicateur positif pour assurer une couverture médiatique distinguée des Jeux méditerranéens», a-t-il dit, soulignant que toutes les facilités seront accordées aux journalistes nationaux et étrangers pour effectuer leur travail dans les meilleures conditions pendant la période des Jeux. Concernant l'hébergement des correspondants de presse, M. Boukouama a indiqué que 32 hôtels leur ont été retenus. Les journalistes auront la possibilité de choisir n'importe quel hôtel dans lequel ils souhaitent s'inscrire.

Agence

Ouverture officielle des Jeux méditerranéens d'Oran 2022

Tout est fin prêt, selon les organisateurs

Le samedi 25 juin prochain marquera l'ouverture officielle des Jeux méditerranéens d'Oran 2022 (JM Oran), après une année de report en raison de la pandémie de Coronavirus. A cet effet, Mohamed Aziz Derouaz, Commissaire de cet événement a assuré, hier sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale, que tous les moyens sont mis en place pour le lancement de cet événement sportif. «Toutes les infrastructures sont prêtes, notamment le complexe olympique, pour accueillir les athlètes», a-t-il affirmé, ajoutant que «le Village offre à la famille méditerranéenne le confort nécessaire. Des bâtiments de grand standing et de bonnes conditions de restauration». Le Village méditerranéen dispose, poursuit-il, d'un espace dédié à la vie sociale des athlètes. Il leur permettra de connaître les aspects culturels, artisanal et historique de l'Algérie et de la ville d'Oran. Le même responsable a précisé que certaines compétitions débiteront, ce mardi, avec «l'arrivée, à Oran, des délégations de la Slovénie et de la Macédoine du Nord, ainsi que quelques dizaines d'athlètes de différents comités olympiques». S'agissant l'opération de vente des billets d'accès à la cérémonie d'ouverture qui s'effectue via un site internet, a enregistré «2.000 entrées par seconde» et «la vente de 3.200 billets en moins d'une heure», fait savoir l'intervenant qui se réjouit de «l'engouement des algériens pour les Jeux». A noter, dans ce sens, que le prix du billet pour assister à la cérémonie d'ouverture prévue samedi au

complexe sportif olympique d'Oran a été fixé à 100 DA, selon un communiqué rendu public dimanche dernier du Comité d'organisation. Le commissaire des JM Oran 2022 dévoile, par la même occasion, que le même site a enregistré près de 18.000 tentatives de hacking. Ainsi, selon l'intervenant près de 1.800 journalistes, entre nationaux et internationaux, couvriront la 19^{ème} édition des JM Oran 2022, notant par ailleurs que «les télévisions nationales et internationales diffuseront 83 heures en direct». Cela n'a été possible qu'après «la signature d'une convention entre le Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM) et l'organisation de l'Eurovision», explique M. Derouaz qui précise que c'est «une première dans l'histoire des JM». «Il annonce, par la même occasion, qu'une enveloppe de près de 3 milliards de DA a été réservée à la mobilisation des meilleurs spécialistes de transmission télévisuelle. «La cérémonie d'ouverture et de clôture de ce grand événement sportif sera marquée par l'organisation de plusieurs activités culturelles et artistiques, à savoir, le Festival international de la musique actuelle au théâtre de plein air «Hasni Chakroun» d'Oran avec la participation des troupes venues des pays méditerranéens. Il est également prévu des Journées du cinéma méditerranéen, qui comprend la projection à Oran et ses localités avoisinantes plusieurs longs métrages mettant en valeur la culture de plusieurs pays participant aux JM.

Manel Z.

JUSTICE

Cour constitutionnelle

Une garantie de l'indépendance de la justice

Le lancement des travaux du premier forum national de la Cour constitutionnelle a donné l'occasion à son président, Omar Belhadj, de fournir des indications utiles sur cette institution. La Cour constitutionnelle est devenue, a-t-il affirmé un modèle particulier, unique et sans précédent qui préserve l'impartialité et l'indépendance de la Cour et augmente ses performances fonctionnelles et la qualité de sa décision. Ceci, grâce à sa composition distinguée qui associe les désignations de ses membres par nomination et par élection. Elle comprend des juges qualifiés de la Cour suprême et du Conseil d'État, ainsi que des professeurs spécialisés en droit. Omar Belhadj a également souligné que le contrôle de la Cour constitutionnelle s'étendait aux organisations et était spécialisé dans le contrôle de la conformité des lois et règlements avec les Traités, d'une manière qui apporte l'harmonie entre les Traités internationaux, la législation et l'organisation interne, ce qui n'existait pas dans les constitutions précédentes. Omar Belhadj a rappelé que, pour la première fois, il est de la compétence de la Cour constitutionnelle de statuer sur les différends qui surviennent au sein des autorités constitutionnelles. La nouvelle Constitution a également facilité la promotion des droits de l'opposition en réduisant le nombre de notifications à la Cour constitutionnelle qui soutient la légitimité constitutionnelle. Pour le président de la Cour constitutionnelle, c'est la première fois également que dans les prérogatives de la Cour institutionnelle figure le règlement des différends qui peuvent survenir entre les institutions constitutionnelles, ainsi que la promotion de la liberté d'opposition pour les parlementaires des deux chambres, en plus de la possibilité de pousser à l'inconstitutionnalité, qui est une situation émergente, une étape qui soutient la légitimité constitutionnelle. Pour Omar Belhadj le passage du Conseil constitutionnel à la Cour ne consiste pas simplement à remplacer un mot par un autre. Au contraire, le pouvoir judiciaire constitutionnel a fait des pas très avancés. La Cour constitutionnelle est une institution indépendante de toutes les autorités et en dehors de la structure judiciaire. D'autant plus que l'amendement constitutionnel a permis au tribunal d'exercer son contrôle sur les décisions même prises par le président dans des situations exceptionnelles, ce qui n'a pas d'équivalent dans les constitutions précédentes.

L. A.

Gazoduc Nigeria-Niger-Algérie

L'heure de la réalisation a sonné !

Le projet du Gazoduc Transsaharien (TSGP) s'est vu donné un coup d'accélérateur suite à la réunion des ministres de l'Energie d'Algérie, du Niger et du Nigeria qui s'est tenue à Abuja lundi passé. «Il a été convenu de poser les premiers jalons de ce projet, à travers l'entame des études techniques, en prévision de sa concrétisation sur le terrain dans les plus brefs délais», avait déclaré, à la fin de la réunion, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Il a été également décidé lors de cette réunion de poursuivre les concertations par le biais de l'équipe technique formée lors de cette réunion. Cette dernière est chargée, entre autres, d'élaborer toutes les clauses, ainsi que les études techniques et financières et les études de faisabilité relatives à la concrétisation de ce projet stratégique qui remonte au début des années 2000 semble aujourd'hui bénéficier d'une conjoncture géopolitique et énergétique favorable.

La guerre en Ukraine et les sanctions décidées par les pays occidentaux à l'égard du pétrole et du gaz russes ont mis les marchés sous pression. La quête par l'Europe de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz naturel est devenue une préoccupation majeure. Mais la réalisation de ce Gazoduc transsaharien n'est pas une chose facile. D'une longueur de 4.000 km et une capacité de transport de 20 à 30 milliards de m³ de gaz par an, ce Gazoduc nécessite des études techniques très poussées et une grande maîtrise de l'évaluation financière de son coût. Mais l'intérêt de ce projet réside également dans son objectif de développer



■ L'intérêt de ce projet réside également dans son objectif de développer les pays de son passage, le Nigeria et le Niger ainsi que l'extrême-sud de l'Algérie, et plus tard le Mali, le Tchad et le Burkina-Faso. (Photo : DR)

les pays de son passage, le Nigeria et le Niger ainsi que l'extrême-sud de l'Algérie. Et plus tard le Mali, le Tchad et le Burkina-Faso. Avec ses 200 millions d'habitants, le Nigeria est la première économie africaine. Premier producteur africain de pétrole, le Nigeria renferme d'importantes réserves de gaz naturel évaluées à 5.000 milliards de m³. Pourtant le taux d'électrification de ce géant africain ne dépasse pas les 57%. La puissance électrique installée n'est que de 7.000 MW et ne peut répondre à une demande estimée à 28.000 MW. A titre de comparaison, l'Algérie dispose d'une puissance électrique installée de 23.000 MW pour répondre sans problème à la demande d'une population de 43 millions d'habitants. Les pannes de réseaux et les coupures récurrentes ont obligés la population et les entreprises à recourir aux groupes électrogènes, au nombre de 22 millions, faisant ainsi exploser la demande en gasoil et en carburants au Nigeria.

Cette situation a obligé le gouvernement nigérian à lancer un gigantesque programme visant la multiplication par cinq de la production de l'électricité d'ici à 2025.

A la fin du mois de septembre 2021 le ministre nigérian chargé du pétrole, Timpre Sylva, déclarait à la chaîne CNBC Arabia «qu'il n'y a aucun doute, nous voulons réaliser ce Gazoduc depuis longtemps. Nous avons fait face à quelques problèmes. Cela dit, au Nigeria, nous avons commencé la réalisation de ce projet qui va du Sud vers le Nord pour acheminer le gaz nigérian vers l'Algérie». Il est clair que le Nigeria a commencé à réaliser ce gazoduc, des champs producteurs dans le Sud vers le Nord du pays, pour répondre, en premier lieu, à ses besoins énergétiques. Ce Gazoduc doit alimenter, entre autres, les futures centrales électriques inscrites dans le plan visant l'augmentation de la puissance électrique installée. Il est question ensuite de poursuivre la pose de

cette infrastructure vers le Niger et l'extrême-sud de l'Algérie, jusqu'à Hassi R'mel. L'ensemble de ces régions profiteront des retombées socio-économiques de ce Gazoduc.

Cet objectif a été clairement affiché lors de la réunion qui s'est tenue à Abuja ce 20 juin 2022.

«Cette voie témoigne de la volonté des trois parties concernées par le projet, de le réactiver», a déclaré M. Arkab. Tout en soutenant que ce projet qui a un caractère régional et international vise, en premier lieu, le développement socio-économique des pays concernés.

Pour certains experts, l'Algérie a les moyens de réaliser ce projet sur son territoire. Sonatrach peut mener les études et la réalisation de la frontière avec le Niger jusqu'à Hassi R'mel. Déjà, les premiers champs de production et de transport de gaz naturel sont situés bien plus au Sud, à In Salah. L'Algérie peut même apporter son soutien au gouvernement nigérian pour la concrétisation de ce

projet. D'autant plus que Sonatrach opère déjà au Niger au niveau du bloc Kafra, découvert en 2018. Reste alors la problématique de l'exportation du gaz nigérian vers l'Europe. Cette question doit être discutée avec les pays européens concernés pour déterminer les quantités de gaz et le montant des investissements à mobiliser. Et ceci en privilégiant les contrats à long terme, seule condition pour préserver les intérêts des pays exportateurs et des pays consommateurs. L'Algérie dispose des infrastructures nécessaires en Gazoduc et en usines GNL pour les exportations vers le continent européen ou ailleurs. Dans l'ensemble, toutes les conditions sont réunies pour le lancement rapide de la réalisation du gazoduc transsaharien.

Un Gazoduc, dont l'importance ne réside pas seulement à fournir l'Europe en gaz mais surtout de développer une vaste région subsaharienne déstabilisée par la pauvreté et l'insécurité.

Reda C.

Tripartite Nigeria, Algérie et Niger sur le Gazoduc transsaharien (TSGP)

Début des études techniques, le compte à rebours est lancé !

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a effectué ces deux derniers jours, du 20 au 21 juin en cours, une visite de travail à Abuja, (Nigeria), pour participer à la deuxième réunion tripartite Algérie-Niger-Nigeria afin de discuter de la mise en œuvre de la feuille de route pour réaliser le projet du gazoduc transsaharien (TSGP) Nigeria-Algérie, approuvée lors d'une précédente réunion tenue à Niamey, (Niger) le 16 février dernier.

Vivement intéressés par la construction de ce Gazoduc qui revêt une importance particulière et stratégique pour l'Union européenne (UE) qui peine à s'affranchir du gaz russe, les trois pays se sont réunis à nouveau pour discuter également du lancement concret de ce mégaprojet qui attire, également la convoitise du pays voisin, le Maroc plus investi que ses partenaires africains. Ils ont convenu de l'entame de l'étude technique du projet. Ce mégaprojet qui devrait acheminer du gaz naturel nigérian vers l'Europe exacerbe les rivalités entre les deux pays voisins, déterminés à tirer profit de la conjoncture actuelle pour lancer la réalisation effective de ce projet.

Ce dernier connaît depuis quelques semaines de nouveaux rebondissements. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont l'Algérie et le Nigeria sont membres, a accepté de financer l'étude du Gazoduc reliant le Nigeria au Maroc, en traversant 15 pays de l'Afrique de l'Ouest avant d'arriver en Espagne.

L'Opep pourrait ainsi jouer un rôle important dans la mise en œuvre de ce projet, mais rien n'est encore joué, selon le ministre d'Etat nigérian des ressources pétrolières, Timpre Sylva qui a précisé, il y a quelques semaines, que «ce projet était toujours au stade de la conception technique initiale, qui devrait notamment déterminer son coût. C'est à ce moment-là, que nous parlerons financement». Rien n'est encore certain.

Le Nigeria veut compter sur un partenaire fiable, possédant d'importantes connaissances dans le domaine d'infrastructures pétrolières et gazières. L'Algérie figure parmi les principaux fournisseurs de gaz naturel à l'Europe et attire de plus en plus l'attention des pays européens qui cherchent à remplacer désespérément le gaz russe.

L'Algérie est vivement intéressée par ce projet et ne cache pas son ambition et volonté de construire avec le Nigeria le plus grand Gazoduc reliant l'Afrique à l'Europe. C'est devenu un enjeu stratégique pour les trois pays partenaires depuis la crise géopolitique en Europe et la baisse des exportations du gaz russe vers l'Europe. Les trois ministres qui se sont réunis hier et avant-hier à Abuja comptent d'ailleurs se réunir au plus tard «fin juillet», a fait savoir M. Arkab qui a qualifié cette réunion de «très importante et réussie», qui leur a «permis d'évoquer tous les aspects liés à la réalisation d'un Gazoduc transsaharien reliant les trois pays au continent européen sur une distance de plus de 4.000 km». Le ministre de l'Energie et des Mines a souligné la volonté de l'Algérie «de financer une grande partie du Gazoduc transsaharien (TSGP)», ce qui ne peut que rassurer son partenaire nigérian qui cherche des fonds pour lancer le projet. L'entame des études techniques en prévision de la concrétisation du projet sur le terrain dans les plus brefs délais, décidée lors de cette réunion tripartite «démontre la volonté des trois acteurs de redynamiser

un projet ayant une dimension régionale et internationale, visant prioritairement le développement social et économique de nos pays», a indiqué M. Arkab, ajoutant que «le TSGP était un exemple de la volonté de nos trois pays à mettre en place une infrastructure régionale d'envergure internationale qui soit conforme à nos objectifs nationaux et à nos obligations internationales en tant que pays engagés à réduire l'empreinte carbone et sécuriser l'approvisionnement des marchés en gaz naturel».

En quelques semaines seulement, le projet du Gazoduc transsaharien a connu de nombreux rebondissements, et sa construction ne devrait pas tarder pour un aboutissement d'ici 2027. Les trois pays ont ainsi franchi une nouvelle étape cruciale dans le projet qui, selon M. Arkab, «constitue également une nouvelle source d'approvisionnement pour des marchés constamment sollicités, compte tenu de la place que le gaz naturel occupera dans le mix énergétique à l'avenir». Cet accord signe évident de confiance et du début d'une longue collaboration entre les trois pays.

Samira Takharboucht

INFO EXPRESS

Intempéries à Bordj Badji Mokhtar

Des aides en solidarité avec la population

Des aides de solidarité sont arrivées lundi dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, extrême sud du pays, pour venir en aide aux citoyens affectés par les inondations dans la commune frontalière de Timiaouine. Organisée par le Croissant-Rouge algérien (CRA), cette opération consiste en l'acheminement à bord d'un avion des forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP), de 60 tonnes de denrées alimentaires, des articles de literie et des tentes au profit des citoyens affectés par ces intempéries, a indiqué un membre du comité du CRA de la wilaya, Mohamed Tati. Reçues à l'aéroport de Bordj Badji Mokhtar par les autorités locales, ces aides seront distribuées aux citoyens touchés par les inondations causées par les fortes pluies qui se sont abattues en fin de semaine sur la région. Des dégâts matériels, ont été signalés, a-t-il détaillé, faisant état de 70 bâtisses affectées, des bestiaux perdus des kits solaires emportés par les crues, a déclaré à l'APS M. Mohamed Hamza, vice-président de l'assemblée populaire communale de Timiaouine. ■

Révélation

Le détenu Benhalima livre des aveux exclusifs sur les traîtres et les félons tapis à l'étranger

Le détenu Mohamed Az-zouz Benhalima a livré des aveux exclusifs sur les traîtres et les félons tapis à l'étranger, levant le voile sur leur implication dans des plans abjectes ciblant la sécurité, l'unité et la stabilité de l'Algérie.

Dans de nouveaux témoignages diffusés dimanche soir par la télévision algérienne sous le titre « Chemin de la félonie... détails de la conspiration », le détenu Benhalima est revenu dans la première partie de ces aveux sur les traîtres et les félons tapis à l'étranger afin de montrer au peuple algérien leur véritable nature et les moyens qu'ils utilisent dans l'exploitation des jeunes algériens dans des plans ciblant l'Etat algérien et l'Armée nationale populaire (ANP) en particulier. Rappelant avoir rejoint les rangs de l'ANP en tant que chauffeur, Benhalima a indiqué avoir pris contact en août 2019 avec le nommé Mohamed Abdellah à qui il a fait part de son désir d'émigration, ajoutant s'être senti à l'aise puisque ce dernier était un ancien



militaire. Mohamed Abdellah contactait systématiquement Larbi Zitout (responsable du mouvement terroriste Rachad) pour le tenir informé des détails des discussions, a-t-il ajouté, relevant que l'objectif de Larbi Zitout consistait à recruter des militaires actifs au sein des différents unités de l'ANP pour lui servir de sources d'informations et les exploiter par la suite dans ses plans. Le détenu Benhalima a précisé avoir quitté l'Algérie en septembre 2019 à destination d'Alicante (Espagne) où il a contacté Mohamed

Abdellah qui était son intermédiaire avec Larbi Zitout. Ce dernier lui a fourni des aides financières pour lui faire du chantage, à travers ses frères Miloud et Ismail ainsi que le nommé Moussa Zerrari résidant à Lyon (France). Il a également évoqué son premier contact avec le nommé « Amir Dz » qui a pris attache avec lui pour lui demander son numéro de téléphone. En octobre 2019, le détenu Benhalima a dit avoir été admis dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile à Tolosa (Espagne) où il a

commencé à diffuser des vidéos d'incitation suite à des orientations données par Ismail Zitout. A cette période, il a été contacté par Larbi Zitout pour lui demander de lancer une chaîne Youtube, selon les aveux de Benhalima qui a relevé qu'Ismail Zitout était le responsable médiatique de son frère Larbi. D'après ces aveux, Larbi Zitout est la tête pensante du mouvement terroriste Rachad qui compte également Abbas Aroua, Mourad Dehina, Rachid Mesli, Nazim Taleb et deux autres nationaux. ■

INFO EXPRESS

Enseignement supérieur

Benziane accueille l'ambassadeur koweïtien

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a reçu avant-hier au siège du ministère, l'ambassadeur de l'Etat du Koweït, Mohamed Marzouk Slimane Motlaq Ech-Choubou, avec qui il a évoqué le renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a indiqué un communiqué du ministère. « Dans le cadre de la visite effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à l'Etat du Koweït, en février dernier, M. Benziane a rencontré son homologue koweïtien avec lequel il a passé en revue l'état de coopération et d'échange entre les deux secteurs en plus du renforcement des voies de sa promotion à travers une convention-cadre définissant les axes de cette coopération et les priorités du plan d'action du Gouvernement sur la sécurité alimentaire et énergétique, la santé du citoyen, la formation et l'échange d'expertises notamment les expériences algériennes dans le domaine de l'enseignement des sciences dont la physique, les mathématiques et la didactique des langues ». A ce propos, les deux parties ont affiché leur volonté de « promouvoir la coopération et l'échange bilatéral en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique au niveau des relations historiques fraternelles et politiques entre les deux pays et les deux peuples frères ». L'ambassadeur koweïtien a mis en avant la volonté de son pays de « tirer profit des expériences algériennes et d'investir dans tous les domaines notamment l'enseignement et la recherche, outre les axes prioritaires et d'intérêt commun ainsi que l'échange d'expertise entre les universités algériennes et koweïtiennes, publiques et privées, les institutions et les instances académiques et de recherche relevant du Conseil koweïtien des ministres ». ■

Education

Les livres du programme scolaire disponibles sur Jumia Algérie

La plate-forme de vente en ligne Jumia, et l'Office national des publications scolaires (ONPS), renouvellent leur partenariat pour permettre aux parents d'élèves l'achat en ligne des livres scolaires officiels. Nouveauté cette année, Jumia couvrira l'ensemble des 58 wilayas du territoire national, toujours avec un prix de livraison symbolique de 150 DA. Après une première expérience réussie en 2021, l'ONPS, sous la tutelle du ministère de l'Education nationale, a décidé de faire à nouveau confiance à la plateforme de e-commerce Jumia pour la vente en ligne des livres des programmes pré-scolaire, primaire, moyen et secondaire. « Nous sommes très

heureux de ce partenariat qui va faciliter la vie de l'ensemble des parents d'élèves qui se préparent déjà pour la rentrée scolaire. Les livres commandés en ligne pourront ainsi être livrés par nos services sur l'ensemble de l'Algérie », déclare M. Sofiane Meghlaoui, directeur marketing de Jumia Algérie. En 2021, Jumia a livré plus de 160.000 livres scolaires vers les foyers algériens. Le dispositif est renouvelé cette année. Il vient soulager les parents d'élèves qui peuvent dès maintenant commander les livres de leurs enfants sur Jumia et ainsi éviter les déplacements aux points de ventes physiques. Grâce à cette initiative, les parents d'élèves

pourront se procurer les livres scolaires de leurs enfants en ligne via l'application ou le lien ci-dessous : <https://www.jumia.dz/mlp-boutique-officielle-livre-scolaire/>. Les livres disponibles sur Jumia Algérie correspondent aux programmes officiels des différentes classes pédagogiques, du préscolaire, primaire, collège, jusqu'au lycée, le tout aux prix réglementaires fixés par l'ONPS. Les frais de livraison, quant à eux, sont de 150 DA sur l'ensemble du territoire. Jumia veille constamment à mettre en avant ses moyens afin de toujours mieux accompagner le quotidien du consommateur algérien. ■

SOC

Mobilis inaugure un centre technique pour surveiller la qualité de son réseau mobile

Mobilis le partenaire technologique des Jeux méditerranéens 2022, a lancé un Service Operations Center (SOC), pour surveiller la qualité et la disponibilité de son réseau mobile, à l'occasion de cet événement historique. À une semaine de l'ouverture des Jeux méditerranéens, qui accueilleront des milliers de visiteurs étrangers et locaux, Mobilis le leader du secteur de téléphonie mobile supervise les derniers préparatifs pour assurer la dispo-

nibilité de ses services dans la région d'Oran, en matière de couverture réseau et de débit. Ainsi, la direction régionale d'Oran, a reçu, ce samedi 18 juin, un nombre de journalistes pour assister à l'inauguration de ce centre technique, qui sera en service 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Cette occasion a également permis aux participants de vérifier la qualité du réseau Mobilis à travers une tournée organisée dans la ville d'Al Bahia,

en faisant usage d'outils et d'applications neutres ayant enregistré des records au niveau local et national. Ces chiffres traduisent la détermination de Mobilis à offrir les meilleurs services aux Oranais et à leurs hôtes. Fidèle à son engagement pour un service répondant aux standards internationaux, Mobilis, partenaire technologique des Jeux méditerranéens, ne ménagera aucun effort pour la réussite de cette manifestation. ■



Sahara occidental

Le Maroc ne respecte pas la légalité internationale



■ Pour la libération du Sahara occidental.

Lors de sa participation à une table ronde, à l'invitation de la gauche européenne - dans le cadre d'un symposium méditerranéen tenu à Bruxelles, consacré au thème des luttes sociales et de l'autodétermination dans la région - Oubi Bouchraya a évoqué les transformations sociales à la lumière de la lutte de libération au Sahara Occidental, soulignant l'importance de la «libération humaine parallèlement à la libération de la terre, comme un point clé dans la lutte du Front Polisario depuis sa création jusqu'à maintenant». Dans son intervention, il a également informé les

Le membre du secrétariat national du Front Polisario en charge de l'Europe et de l'Union européenne, Oubi Bouchraya al-Bachir, a indiqué que l'avenir était ouvert à deux possibilités qui auront un impact direct sur la région, «soit une paix juste et définitive basée sur le respect de la légitimité et du droit international, soit plus de congestion et de tension».

délégations participantes des derniers développements de la question sahraouie, notamment ce qui résulte des manœuvres de l'occupant marocain, lesquelles poussent vers plus de dérapage, en faisant la promotion, avec ses alliés, «de propositions unilatérales qui contredisent la légalité internationale»,

selon l'agence de presse sahraouie SPS. Il a déclaré que le Front Polisario «n'a jamais arrêté de faciliter la tâche de la communauté internationale, en contrepartie de l'insistance du Maroc sur sa position expansionniste et son manque de volonté politique, en plus de recevoir le soutien direct de

certaines parties occidentales pour continuer de faire obstruction aux efforts des Nations unies». De leur côté, les représentants de la gauche européenne et leurs partenaires de la région méditerranéenne ont convenu, à l'unanimité lors de leurs interventions, de «la nécessité de respecter le droit international, d'abandonner les doubles standards et de pousser vers la décolonisation du Sahara Occidental, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité qui prévoient l'organisation d'un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui».

France

Macron refuse la démission de sa Première ministre Elisabeth Borne

La Première ministre française Elisabeth Borne a présenté sa démission à Emmanuel Macron mais ce dernier l'a refusée, selon une information relayée mardi matin par la presse nationale, note RT. Le chef de l'Etat souhaite ainsi que «le gouvernement reste à la tâche», précise la présidence française citée par BFMTV. Cette annonce intervient deux jours après le second tour des élections législatives et alors que trois ministres du gouvernement ont été battus et vont donc quitter l'exécutif.

Le journal *Le Monde* précise, par ailleurs, qu'Emmanuel Macron va mener «des consultations politiques nécessaires» auprès des principaux chefs de partis «afin d'identifier les solutions constructives envisageables au service des Français». Ces consultations ont déjà débuté puisque le chef de l'Etat reçoit



mardi matin Christian Jacob, qui préside les Républicains, et Olivier Faure président du Parti Socialiste. Il doit également rencontrer François Bayrou, président du MoDem ou encore Stanislas Guerini président du parti présidentiel dans

l'après-midi, de même que Marine Le Pen, députée du Rassemblement National. Un remaniement ministériel est, par ailleurs, attendu dans les prochains jours.

Palestine

La journaliste Shireen témoin des crimes de l'entité sioniste

Le ministère de la Femme palestinienne a organisé une cérémonie en hommage pour la martyre, Shireen Abu Aqleh, tombée en martyre par les forces d'occupation israéliennes, dans le camp de réfugiés de Jénine, il y a 40 jours.

Lors de la cérémonie le Premier ministre palestinien, Mohammad Shtayyeh, a déclaré que la martyre Shireen était courageuse dans son travail, en particulier lors de son présence à Jérusalem, confirmant qu'elle a servi la Palestine pendant sa vie.

«Shireen est une martyre et un témoin à la Cour pénale internationale sur les crimes d'occupation israélienne, nous avons rejeté l'enquête conjointe,

nous avons refusé de remettre la balle qui l'a tuée et nous demandons de remettre le fusil du soldat qui a tué Shireen», a expliqué le Premier ministre.

Il a confirmé à la nécessité de tenir Israël responsable de ses crimes.

De son côté, le ministre des affaires étrangères Riyad Al-Malki a déclaré que l'assassinat d'Abu Akleh s'ajoutera aux crimes de guerre commis par l'occupation israélienne.

Il a souligné que malgré la condamnation internationale de ce crime odieux, Israël, la puissance occupante, n'a pas mené d'enquête transparente au mépris de toutes les conventions internationales.



Espagne

Pedro Sanchez défait lors d'élections régionales en Andalousie

La victoire électorale «historique» de la droite espagnole augure du retour des conservateurs au pouvoir. La gauche recule en Espagne. Les socialistes du Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, ont essuyé, dimanche 19 juin, un nouveau revers électoral dans leur ancien fief d'Andalousie. Ce résultat n'est pas anodin, puisque ce scrutin régional clé place la droite en position de force à un an et demi des prochaines élections nationales. Le Parti Populaire (PP) a remporté une victoire sans appel, dont le candidat Juan Manuel Moreno préside la région depuis 2018, en obtenant la majorité absolue au Parlement andalou avec 58 sièges sur 109. Tandis que le Parti socialiste (PSOE) a obtenu 30 sièges contre 33 en 2018, le pire résultat de son histoire dans la région. De son côté, la gauche radicale, avec qui il gouverne à Madrid, s'est effondrée (7 sièges contre 17). Dans ce pays très décentralisé, où les régions ont des compétences considérables, le ré-

sultat des régionales et ses possibles implications nationales est toujours surveillé de près. Et ce troisième revers consécutif infligé par la droite à la gauche espagnole, après celui de Madrid en mai 2021 et celui de Castille-et-Léon en février, est un vrai coup dur pour Pedro Sanchez, même si ses troupes appellent à «ne pas extrapoler» ce résultat au niveau national. Le Premier ministre d'Espagne Pedro Sanchez est dénoncé pour le revirement dans le dossier du Sahara occidental. Politiciens et opposants ont dénoncé l'allégeance du premier ministre d'Espagne à la colonisation du Sahara occidental par le Maroc. Les parlementaires d'Espagne ont noté que l'Espagne n'est pas engagée par le revirement du Premier ministre. Ils ont exprimé leur respect au droit du peuple du Sahara à l'indépendance, et au respect de la légalité internationale, et au droit du peuple du Sahraoui à l'indépendance et contre le colonialisme.

contribution

Economie

Les transferts illicites de capitaux et l'évasion fiscale, une atteinte à la sécurité nationale



Pr des universités, expert international
Dr Abderrahmane Mebtoul

Les importations de biens et services souvent oublié (appel aux compétences étrangères) le montant a été d'environ 10 milliards de dollars par an entre 2010/2020 avec une baisse selon banque mondiale d'environ 6 milliards de dollars en 2021 ont été environ de 1050 milliards de dollars et les exportations d'environ 1100 milliards de dollars, 98% provenant des hydrocarbures avec les dérivées (pour 2021 selon la Banque mondiale importations de biens et services ont été de 46 milliards de dollars), le solde au 31/12/2020 étant les réserves de change de 44 milliards de dollars. Le taux de croissance a été dérisoire, moyenne annuelle de 2/3% durant cette période alors qu'il faut sur plusieurs années un taux minimum de 8/9% pour absorber le flux annuel qui s'ajoute au taux de chômage actuel entre 350.000/400.000 emplois par an.

Si on applique 20% de surcoûts (10% de surfacturation et 10% de mauvaises gestion) nous avons plus de 100 milliards de dollars de transferts illicites et 100 milliards de dollars de pertes faute d'une bonne gestion, car ne devant pas confondre mauvaise gestion et corruption : non maîtrise des contrats et des mécanismes économiques et financiers internationaux comme les fluctuations boursières.

Les biens à l'étranger peuvent provenir de plusieurs sources : celle des travailleurs mais qui s'est tari avec la mort des retraités et la crise économique ; celle des entrepreneurs exerçant légalement hors du pays d'origine et les transferts illicites dus aux surfacturations où on assiste par un vase communicant au rapatriement d'une fraction via le marché parallèle pour acheter localement surtout des biens immobiliers. Mais outre les devises, nous assistons également à des surfacturations en dinars notamment dans le BTPH (ou le coût de la corruption se répercute sur la mauvaise qualité des projets) et des pertes au Trésor, le premier ministre reconnaissant «la faiblesse du recouvrement fiscal. Et que la fraude et l'évasion fiscale ont atteint des niveaux intolérables», Si l'on s'en tient au rapport de la Cour des comptes de 2021 relatant des données de 2018/2019, le constat est alarmant.

Les dettes fiscales d'impôts et taxes continuaient de grimper, en 2019, ont atteint un montant global de 4 886,573 milliards de dinars, en

Le dossier des transferts illicites de capitaux et de l'évasion fiscale pose le problème de la gouvernance et de l'urgence d'une coordination sans faille des institutions de contrôle, afin de relancer l'économie nationale et assurer la nécessaire cohésion sociale.

hausse de 8,44% (380,259 Mrds de DA) par rapport à 2018, soit au cours de l'époque environ 120 dinars un dollar 40,72 milliards de dollars, contre 4506,314 milliards de dinars en 2018 et de 3 895,78 milliards de dinars en 2017. Le montant recouvré au titre de l'exercice 2019 a été de 101,157 milliards de dinars, soit 2,03% du montant des restes à recouvrer et sur ce montant très faible, le constat est une diminution de 29,83% (-43,009 Mrds de DA) par rapport à l'exercice 2018.

Les restes à recouvrer, liés à la TVA, représentent la part la plus importante (38,32%) avec un montant de 1872,64 milliards de dinars, suivie des impôts indirects avec un taux de 19,76% (965,723 milliards de dinars) et de l'impôt sur le revenu global avec un taux de 19,69% (962,307 milliards de dinars). Sans compter l'évasion fiscale interne, où domine la sphère informelle selon un rapport sur l'état des lieux de la justice fiscale, publié, récemment, par l'Organisation non gouvernementale (ONG), Tax Justice Network, l'Algérie perd chaque année plus de 467 millions de dollars, (pour l'Afrique c'est environ 23,2 milliards de dollars/an), représentant 0,3% du produit intérieur brut (PIB) du fait des pratiques d'évasions fiscales internationales. Environ 413,75 millions de dollars relèvent d'abus transfrontaliers d'impôts sur les sociétés par les multinationales et 53,3 millions de dollars, en évasion fiscale, par des particuliers fortunés qui transfèrent leur argent à l'étranger. Mais cela n'est pas propre à l'Algérie.

La dernière enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), dite Pandora Papers met en lumière l'ampleur de l'évasion fiscale dans le monde. Selon les journalistes ayant travaillé sur ce dossier, l'équivalent de 11 300 milliards de dollars a été mis à l'abri dans des paradis fiscaux, légalement ou illégalement.

Pour avoir un ordre d'idée de ce que cela représente, voici cette somme comparée à d'autres A titre de comparaison 11 300 milliards de dollars c'est 98 fois plus cher que le coût total de l'ISS, la Station spatiale internationale, 113 000 avions de ligne et 131 fois le budget de l'éducation en France. Ces transferts illicites cumulés pour les pays en développement entre 2000 et 2020 dépasserait les 15'000 milliards de dollars contre 11.000 entre 2000/2017 (données officielles de l'ONU) renvoyant à la moralité de ceux qui dirigent la cité.

La fuite illicite de capitaux dépasse 75 milliards d'euros par an en Afrique en 2020 dues à la corruption, la contrebande, l'évasion fiscale, l'équivalent à la somme de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers, selon les l'évaluation retenue dans le rapport 2020 sur le développement économique de l'Afrique, publié lundi 28 septembre 2020 par la Conférence des Nations unies sur le développement (Cnuced). Ces flux, qui privent les Trésors publics de ressources nécessaires au financement du développement, sont considérables et ne cessent de croître», déplorent les auteurs du rapport, en précisant qu'ils représentent aussi la moitié des 200 milliards de dollars par an jugés nécessaires pour que l'Afrique soit en mesure d'atteindre les Objectifs du développement durable (ODD) d'ici à 2030.

Phénomène qui s'est accentué puisque la précédente estimation, publiée en 2015 par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, avançait le chiffre de 50 milliards de dollars en moyenne par an sur la période 2000-2008. Pour l'Algérie, je réitère la proposition que j'ai faite en 1983 lorsque je dirigeais les départements des études économiques et des contrats, en tant que haut magistrat, premier conseiller à la Cour des comptes, chargé du contrôle du programme de l'habitat en coordination avec le ministère de l'intérieur, le ministère de l'habitat et les 31 walis de l'époque entre 1982/1983 et le dossier des surestaries en relation avec le ministère du commerce concernant le contrôle du programme anti pénurie, j'avais proposé à la Présidence de l'époque la mise en place en urgence d'un tableau de la valeur avec la numérisation pour permettre l'interconnexion des différents secteurs concernés, la banque d'Algérie la douane, la fiscalité, entreprises publiques/privés, et les différents ministères avec leurs annexes locales afin de lutter contre les surfacturations, tableau qui n'a jamais vu le jour car s'attaquant à de puissants intérêts que certains politiques, experts et fonctionnaires redécouvrent en 2021/2022.

Pour les capitaux transférés d'une manière illicite à travers les surfacturations, pour la majorité des experts juristes consultés c'est presque une impossibilité à plus de 80% pour les capitaux placés dans des paradis fiscaux, en actions ou obligations anonymes et dans la majorité des cas mis au nom de tierces personnes sou-

vent de nationalités étrangères. Rappelons-nous les fonds du FLN dans certains comptes spéciaux, durant la guerre de libération nationale dont une partie n'a jamais pu être récupérée.

Dans plusieurs rapports, la banque d'Algérie faisait état de dizaines de milliards de DA d'infractions de change (pénalités) constatées par les services des douanes et les officiers de la police judiciaire. Précisons que la gestion des transferts et du contrôle des changes dépend de la Banque d'Algérie, et que le gouverneur de la Banque d'Algérie est directement sous l'autorité du président de la République et non du ministre des Finances. Donc, ces problèmes ne sont pas nouveaux, et ont été déjà soulevés par le passé, puisque les conditions de transfert de capitaux en Algérie pour financer des activités économiques et rapatriement de ces capitaux et de leurs revenus ont été prévues dans le Règlement de la Banque d'Algérie n°90-03 du 8 septembre 1990 (loi sur la monnaie et le crédit) puis par le Règlement n° 95-07 du 23 décembre 1995 modifiant et remplaçant le règlement n° 92-04 du 22 mars 1992 relatif au contrôle des changes et l'article 10 de l'Ordonnance 96-22 du 09 juillet 1996 relative à la répression des infractions à la législation des changes et des mouvements de capitaux vers l'étranger.

Rappelons également que le 11 août 2012, le ministère des Finances, par un tapage médiatique, annonçait un décret exécutif numéro 12/279 portant institution d'un fichier national des fraudeurs ou contrevenants à la réglementation de change et mouvement de capitaux a été publié au Journal officiel. Ce décret exécutif fixait pourtant les modalités d'organisation et de fonctionnement du fichier national des contrevenants en matière d'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux et vers l'étranger. Devait être instituée auprès du ministère des Finances et de la Banque d'Algérie une banque de données dans laquelle serait enregistrée toute personne, physique ou morale, résidente ou non-résidente, ayant fait l'objet d'un procès-verbal de constat d'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux vers l'étranger.

Le Comité national et local des transactions, l'Inspection générale des finances, les directions générales des changes de la Banque d'Algérie, des douanes, des impôts, de la comptabilité, l'agence judiciaire du Trésor, la cellule de traitement du renseignement financier et le ministère du Commerce étaient les structures et institutions qui peuvent accéder au fichier. Qu'en est-il de l'application de toutes ces ordonnances et décrets ? Y a-t-il une réelle volonté politique d'éradiquer cette grave maladie du corps social qui menace la sécurité nationale ?

A.M
(A suivre)

Mostaganem Rush des estivants sur les plages

Les 44 plages de la ville côtière de Mostaganem ont été littéralement envahies ces dernières quarante huit heures par des milliers de personnes venues des wilayas du Centre, de l'Est, de Relizane, Tiaret et Mascara. C'est un véritable rush que celui constaté au niveau des plages de Mostaganem, des milliers d'estivants se sont rendus le week-end dernier sur les plages autorisées à la baignade au niveau du littoral de la wilaya de Mostaganem. Les centaines de vacanciers, venant de toutes les wilayas du pays, notamment les wilaya avoisinantes tels que Relizane, Mascara, et Tiaret, ainsi que bien d'autres, afin de passer leurs vacances à Mostaganem, et sans oublier nos concitoyens vivant à l'autre rive méditerranéenne qui rentrent pendant la saison d'été. Les plages Ouréah, les Sablettes, la Salamandre, Sidi Medjdoub et la Crique sont les plages les plus fréquentées durant cette période d'été en raison de leur proximité avec le centre-ville de Mostaganem et de la disponibilité des moyens de transport favorisant le déplacement des estivants.

En effet, la hausse des températures et la canicule qui sévit, a favorisé l'engouement vers les plages de la wilaya de Mostaganem, une situation qui a incité les citoyens à investir en force sur les plages.

Il est à noter que les autorités locales ont fourni toutes les conditions nécessaires pour la réussite de la saison estivale à Mostaganem d'autant plus que cette dernière est la destination privilégiée de nombreuses familles algériennes durant l'été.

N.Malik

Aïn Témouchent

Aménagement du circuit de course cycliste pour les JM-2022

Un circuit consacré à la course cycliste des Jeux Méditerranéens Oran-2022, traversant la wilaya de Aïn Témouchent, a fait l'objet de travaux d'aménagement, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Dans le cadre des préparatifs de la 19^e édition des JM Oran-2022, une commission de wilaya a été installée et chargée d'inspecter le parcours de la course cycliste traversant le territoire de la wilaya et de veiller à son aménagement pour être au niveau de cet événement sportif international, a expliqué à l'APS le wali de Aïn Témouchent, M'hamed Moumene. Le responsable a affirmé que le parcours, qui traverse cinq communes, est prêt pour la compétition, rappelant qu'il (le parcours) était une des étapes du Tour international d'Algérie, organisé en mai dernier.

Des instructions ont été données aux présidents des APC concernées pour procéder à l'embellissement du périmètre du parcours et à l'installation des panneaux pour présenter et promouvoir les monuments et sites touristiques et historiques de chaque collectivité locale. Des préparatifs sont également en cours pour l'animation des abords du circuit, le jour de la compétition, par de nombreuses associations artistiques et culturelles locales afin de



faire connaître aux invités le patrimoine culturel diversifié de la wilaya, selon la même source. Les participants à la course cycliste des Jeux Méditerranéens devraient emprunter un parcours de 106 km traversant le territoire de

la wilaya de Aïn Témouchent, passant par les communes d'El-Amria, Hassi El Ghala, Hammam Bouhadjar, Oued Sebbah et Tamazougha. Le départ de la première compétition de la «petite reine» sera donné, le jeudi 30 juin

en cours, avec une course contre-la-montre de 25 km qui se déroulera à Oran. La course sera organisée sur route, le 2 juillet, sur un parcours de 154 kilomètres entre Oran, Hammam-Bouhadjar, puis retour à Oran.

Ouargla/Finance islamique

254 comptes ouverts depuis septembre 2021

Pas moins de 254 comptes bancaires de la finance islamique ont été ouverts jusqu'ici à l'agence de la Banque de l'agriculture et de développement rural (BADR) de Ouargla depuis le lancement de cette prestation bancaire en septembre 2021, a-t-on appris lundi des responsables de cette institution bancaire.

«Ces comptes ont été ouverts par des agriculteurs et investisseurs désirant tirer profit des prestations et avantages de ce produit bancaire destiné aux citoyens, agriculteurs, éleveurs et autres catégories sociales pour le développement de leurs investissements et projets loin des transactions d'usure (Riba)», a expliqué

la directrice de l'agence Safia Basmal, en marge d'un atelier organisé par la BADR sur «les possibilités de la finance islamique dans l'appui des investisseurs et agriculteurs». Cet atelier, qui a eu pour cadre le commissariat au développement de l'agronomie en régions sahariennes (CDARS), cible les représentants des différents secteurs en rapport avec le domaine agricole en vue d'attirer le plus grand nombre de promoteurs et agriculteurs et la vulgarisation des avantages de cette formule de financement, a indiqué, pour sa part, le président de la Chambre d'agriculture, Moussa Hammani. Selon le même responsable, l'organisation

de pareille rencontre s'assigne comme objectifs la vulgarisation des prestations accordées par ce système bancaire, dont notamment l'octroi des crédits saisonniers «Ghellati», «l'acquisition de matériels agricoles» pour la relance des activités agricoles dans le sud en général.

Approchés par l'APS, des participants, agriculteurs et investisseurs, qui ont qualifié «d'encourageante» cette formule financière en termes de développement des projets, ont sollicité l'accélération de l'étude de leurs demandes sur cette formule en vue de parachever leurs activités agricoles.

Bordj Badji Mokhtar

Elan de solidarité avec la population

La population de la wilaya Bordj Badji Mokhtar a besoin d'être soutenue pour faire face aux intempéries qui ont frappé la wilaya.

Des aides de solidarité sont arrivées dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, extrême sud du pays, pour venir en aide aux citoyens affectés par les inondations dans la commune frontalière de Timiaouine.

Organisée par le Croissant-Rouge algérien (CRA), cette

opération consiste en l'acheminement à bord d'un avion des forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP), de 60 tonnes de denrées alimentaires, des articles de literie et des tentes au profit des citoyens affectés par ces intempéries, a indiqué un membre du comité du CRA de la wilaya, Mohamed Tati.

Reçues à l'aéroport de Bordj Badji Mokhtar par les autorités locales, ces aides seront distribuées aux ci-

toyens touchés par les inondations causées par les fortes pluies qui se sont abattues en fin de semaine sur la région.

Des dégâts matériels, ont été signalés, a-t-il détaillé, faisant état de 70 bâtisses affectées, des bestiaux perdus des kits solaires emportés par les crues, a déclaré à l'APS M. Mohamed Hamza, vice-président de l'Assemblée populaire communale de Timiaouine.

L'offensive espagnole contre l'Algérie A quoi joue le gouvernement Sanchez ?

L'Algérie est la cible d'une offensive sans précédent de la part de l'Espagne et qui prend de l'ampleur suite à la décision de notre pays de suspendre le Traité algéro-espagnol d'amitié, de bon voisinage et de coopération en réponse à la trahison ignoble du chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez à l'égard du Sahara occidental. Non seulement, Sanchez a vendu le Sahara occidental à l'occupant marocain, piétinant dans la foulée les résolutions de l'ONU, mais il s'en est vanté devant le Parlement espagnol. Déjà, le revirement de l'Espagne concernant l'autodétermination du Sahara occidental avait surpris et on y avait vu la main du Makhzen marocain qui a espionné le téléphone portable de Sanchez et d'autres dirigeants européens via le logiciel israélien Pegasus que les Marocains utilisent comme un game-boy. Beaucoup d'Espagnols demandent d'ailleurs à ce que soient dévoilées les données enregistrées sur le téléphone du Premier ministre mais, à l'image d'Ursula von der Leyen, il y a de fortes chances pour que Sanchez ait effacé tout ce qui était compromettant.

José Manuel Albares, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Sanchez, annulant un voyage aux Etats-Unis, est aussitôt parti à Bruxelles pleurer dans le giron de Josep Borrell, chef de la diplomatie européenne et autre socialiste espagnol, sollicitant la solidarité européenne avec une Espagne « agressive » par le voisin algérien, et prétendant que l'Algérie avait reçu consigne de la Russie lors de la visite de Sergueï Lavrov de prendre des mesures contre les entreprises espagnoles. Cette aberration est devenue le credo du gouvernement espagnol, puisque la ministre de l'Economie, Nadia Calvino, a déclaré ce 13 juin à Radio Catalunya « J'ai vu à l'époque que l'Algérie était de plus en plus alignée sur la Russie, donc cette décision de suspendre le traité ne m'a pas surprise ». Nous aimerions dire à ces « grands » politiciens que l'Algérie ne reçoit d'ordre de personne, qu'elle est un pays souverain et qu'elle a lutté pendant huit longues années contre le colonialisme français et son armée appuyée par l'OTAN pour conquérir son indépendance, que ce qui lie l'Algérie à la Russie, comme à la Chine d'ailleurs, est une amitié de longue date et n'est certainement pas le signe d'une quelconque soumission, contrairement à vous, Mesdames et Messieurs, dont la nation s'est couchée devant un dictateur fasciste, le sinistre Franco, allié d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini, qui a massacré les Républicains et les communistes espagnols et dont la terre espagnole porte de nombreuses cicatrices qui se traduisent par la multitude de charniers que l'on découvre régulièrement. Le célèbre tableau de Pablo Picasso « Guernica » est un témoignage de l'alliance fasciste entre l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie qui a permis le bombardement de la ville de Guernica dans le nord de l'Espagne, le 26 avril 1937, par l'aviation allemande et italienne réunies à l'appel de Franco.

Petit rappel historique, votre Caudillo Franco avait fait de votre pays une terre d'asile pour toutes les crapules nazies et fascistes de la planète, parmi lesquelles le général Raoul Salan, Jean-Jacques Susini, Pierre Lagailarde, et Joseph Ortiz, où ils ont créé l'Organisation armée secrète (OAS) qui a massacré le peuple algérien et qui a commis des attentats en France. Tous les dictateurs à la botte des Yankees ont toujours été soutenus par Madrid, c'est une longue tradition chez vous. Dans votre histoire prestigieuse, nous ne pouvons ignorer la corruption légendaire de votre roi Juan Carlos, le successeur désigné par Franco, corruption qui l'a forcé à s'exiler aux Emirats arabes unis où il coule une vieillesse dorée, grâce aux commissions occultes de plusieurs dizaines de millions d'euros qui ont échoué sur ses comptes bancaires dans les paradis fiscaux, sans



parler de ses safaris en Afrique avec sa maîtresse, pendant que le peuple espagnol subissait une politique d'austérité due à une grave crise économique. On arrêtera là l'évocation de la famille royale espagnole qui n'a rien de glorieux.

Il est intéressant de noter que José Manuel Albares a été nommé ministre des Affaires étrangères en juillet 2021 en remplacement de Arancha González Laya, limogée sur la pression du Makhzen marocain pour avoir accepté de recevoir sur le territoire espagnol le président sahraoui, Brahim Ghali, venu se faire soigner dans une clinique de Saragosse.

La mission d'Albares étant de revigorer les relations entre le Maroc et l'Espagne, on peut dire qu'il l'a remplie haut la main, puisque Pedro Sanchez a complètement retourné sa veste et a vendu le sort du peuple sahraoui au Maroc, ignorant superbement les résolutions de l'ONU et la position officielle de l'Espagne depuis des décennies. On voit que l'Espagne de Sanchez danse au son de la taârija du Makhzen marocain. Mesdames et Messieurs les politiciens espagnols, vous êtes libres de danser la danse du ventre pour plaire au roi dépravé du Maroc si cela vous chante. Et si Josep Borrell aime à se tremousser lui aussi pour satisfaire le royaume du cannabis et de la pédophilie, qu'il le fasse, mais qu'il ne donne pas de leçons à l'Algérie.

Nous n'avons que faire de ses menaces. La déclaration européenne assurant que l'UE était « prête à faire face à tout type de mesure coercitive appliquée à un Etat membre » ne nous impressionne pas et d'ailleurs la réponse d'Alger n'a pas tardé via le ministère des Affaires étrangères qui a accusé le chef de la diplomatie de la Commission de privilégier les intérêts de l'Espagne au détriment de ceux de l'Europe.

Ce Borrell est bien connu pour sa diplomatie à rebrousse-poil, son arrogance, et ses nombreuses casseroles. A ce sujet, il semble que les instances européennes soient les placards attirés des politiciens ayant fait preuve d'« indécidatesses » lors de leurs mandats dans leur pays d'origine. Notre article consacré à la cheffe de la Commission européenne Ursula von der Leyen est assez explicite sur ce fait. Quoi qu'il en soit, dans la batterie de cuisine qui suit Borrell dans tous ses déplacements, nous citerons entre autres un

délit d'initié qui lui a valu une amende de 30.000 euros, un scandale de fraude fiscale, une contrainte de démission suite à une affaire de conflits d'intérêts alors qu'il présidait l'Institut universitaire européen de Florence, et puis différentes déclarations intempestives telles que son tweet lors de son retour de Kiev et de Boutcha, en Ukraine, le 8 avril dernier : « Cette guerre doit être gagnée sur le champ de bataille », ou encore « Nous fournissons des armes, l'armée russe fournit les morts », et en 2018 : « les Américains n'ont eu qu'à tuer quatre Indiens pour obtenir l'indépendance ».

Nous informons Josep Borrell, concernant le génocide des nations amérindiennes, qu'environ 12 millions d'autochtones sont morts à l'intérieur des frontières géographiques actuelles des Etats-Unis entre 1492 et 1900, selon Russell Thornton, anthropologue américain de la nation Cherokee et professeur d'anthropologie à l'université de Californie à Los Angeles, dans son livre « Holocauste et survie des Indiens d'Amérique : Histoire de la population depuis 1492 ». Pour ce qui est de la guerre en Ukraine, oui, Monsieur Borrell, vous avez raison, cette guerre sera gagnée sur le champ de bataille mais pas par vos amis nazis, et bientôt, que cela vous plaise ou non, l'Ukraine n'existera plus et la question de son entrée dans l'Europe ne se posera même pas. Les citoyens européens apprécieront le fait que vous ayez investi, avec votre cheffe von der Leyen aussi corrompue que vous, des millions d'euros de leurs impôts dans une guerre perdue d'avance. Tout le monde ne s'improvise pas chef de guerre, Monsieur Borrell, et les cadavres fournis par l'armée russe vous sont imputables, car vous avez tout fait, vous et la furie qui dirige la Commission européenne, pour alimenter cette guerre en argent et en armes.

Concernant l'impéritie du gouvernement espagnol actuel, José Manuel Garcia-Margallo, député européen et ancien ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Rajoy, a sévèrement critiqué Sanchez sur la chaîne espagnole Telecinco et a estimé que le fait d'être allé se plaindre à l'Union européenne était une erreur. Il a également déclaré que la crise diplomatique avec l'Algérie constituait le « plus grand désastre diplomatique en Espagne depuis 1975 », ajoutant : « le problème n'est

pas l'Espagne, mais Sanchez ». Une autre personnalité politique espagnole, Ines Arrimadas, la dirigeante du parti politique espagnol Ciudadanos, a qualifié Pedro Sanchez de « danger public à la Moncloa » dans une interview publiée par La Razon. Autre exemple du désaccord de la classe politique espagnole avec Sanchez, l'ancien ambassadeur d'Espagne en Algérie, Javier Jimenez Ugarte qui déclare « C'est une crise d'une ampleur inimaginable. A mon âge, c'est la première fois que je vis une telle crise » et « Il y a eu un manque de dialogue et de concertation à tous les niveaux avant la décision du chef de gouvernement Pedro Sanchez » a-t-il ajouté à propos du revirement de l'Espagne par rapport à sa position concernant le Sahara occidental, décision qui a nui à « l'amitié que nous entretenions avec l'Algérie depuis de nombreuses années ».

Il est clair que la politique suicidaire du gouvernement Sanchez mène l'Espagne tout droit à la faillite et Pedro Sanchez est fortement critiqué par l'opposition mais aussi par les citoyens espagnols qui réclament sa démission. Par ailleurs, la décision légitime du gel de tous les prélèvements bancaires pour les opérations de commerce extérieur de biens ou de services en provenance ou à destination de l'Espagne, décrétée par le gouvernement algérien en réaction à l'attaque espagnole, provoque les premières répercussions économiques sur les entreprises et l'économie espagnole, par exemple, la compagnie maritime espagnole Baleària qui relie les ports de Valence et de Mostaganem qui est à l'arrêt. Combien d'entreprises espagnoles et de travailleurs souffriront de l'aveuglement de leur gouvernement et d'une oligarchie occidentale dégénérée qui se moque du bien-être des citoyens et qui plonge des populations entières dans la précarité quand eux profitent de leurs nombreux privilèges et de leurs salaires plantureux ? Des populations entières sont plongées dans la misère totale à cause de la politique criminelle et des agissements irresponsables d'une minorité oligarchique au pouvoir.

Et, de fait, le gouvernement Sanchez ne résistera pas à la pression. Accuser l'Algérie d'obéir à un agenda russe, sur fond de la crise ukrainienne, comme le prouvent les propos des dirigeants politiques en Espagne et à l'Europe, démontre que notre pays est une cible de l'empire et que le programme initial qui se déroule actuellement en Ukraine visait à affaiblir la Russie pour ensuite s'en prendre à la Chine et puis à l'Algérie. Mais l'empire a mal jugé la force de la Russie car elle gagne sur le plan militaire et sur le plan économique. Néanmoins, les desseins de l'empire sont clairement perceptibles dans les propos des leaders occidentaux et nous les remercions de nous avoir éclairés. L'encerclement et les complots visant notre pays n'empêcheront pas l'Algérie d'être un acteur majeur au niveau international et de compter de nombreux partenaires et amis fiables de par le monde.

Et nous prévenons le gouvernement Sanchez que s'il continue sa course autodestructrice en s'en prenant à notre pays, l'Algérie coupera le gaz et plongera l'Espagne dans le Moyen Age, comme elle a puni le Maroc.

Quiconque cherchera à nous nuire, que ce soit l'Espagne ou ses larbins du Maroc, doit savoir que notre armée n'est pas une armée de pacotille, les exercices effectués récemment à Tindouf devraient en persuader nos ennemis potentiels.

Les rêves et les chimères de l'empire de disloquer les nations se brisent actuellement en Ukraine et ils connaîtront le même sort si d'aventure ils s'en prenaient à l'Algérie qui constitue un rempart infranchissable. L'Algérie et son armée resteront un roc d'invincibilité pour nos ennemis quels qu'ils soient, qu'on se le dise !

Mourad Slatni : «Nous réaliserons le meilleur tournoi possible, malgré des adversaires forts»

→ La sélection nationale de football (U18) jouera son va-tout et réalisera le meilleur parcours, lors du tournoi comptant pour la 19^e édition des Jeux méditerranéens d'Oran (25 juin-6 juillet), en dépit de la solidité des adversaires, engagés.

«L'équipe nationale des U18 présentera le meilleur parcours possible et aura son mot à dire, surtout qu'on jouera devant notre public, et malgré la présence de très bonnes et fortes sélections qu'on va rencontrer», a indiqué Mourad Slatni, lors d'une conférence de presse animé au centre technique national de Sidi Moussa (Alger). Lors du tournoi de football des JM2022 qui aura lieu du 25 juin au 5 juillet, la sélection algérienne défilera au 1^{er} tour du groupe A, l'Espagne, la France, et le Maroc. Le second groupe comprend, la Turquie, la Grèce, le Portugal et l'Italie. «Notre premier objectif est de passer, tout d'abord, le 1^{er} tour, et puis pourquoi pas, rééditer l'exploit de nos sélections nationales aux éditions méditerranéennes d'Alger en 1975 (médaillon d'or), ou de France en 1993 (argent)», a souhaité l'entraîneur national des U18. Néanmoins, Slatni a regretté une préparation «quelque peu perturbée d'autant que nous n'avons pas bénéficié de l'ensemble de nos joueurs. On a hérité de situations difficiles, telle que l'indisponibilité de joueurs qui devaient



Le sélectionneur des U18, Mourad Slatni. (Photo : D. R.)

passer le BAC, d'autres étaient retenus par leurs championnats en France et en Angleterre et s'étaient absents des stages pendant deux mois (mai et juin)», a-t-il tenu à expliquer. Et d'ajouter : «six autres éléments, occupés par les examens de fin d'année, n'ont pu rejoindre le groupe que récemment, donc il était impossible de les faire jouer lors des matchs d'applications, en raison de manque de préparation». Par contre, l'ancien défenseur international s'est réjoui de retrouver dans son effectif des joueurs qui se connaissent déjà, du fait qu'ils ont joué ensemble dans la catégorie des U17. Sur le plan de l'effectif, l'ancien défenseur international a regretté le fait que chaque sélection participante ne peut présenter qu'une liste de 18 joueurs, selon le règlement du tournoi, «ce qui reste insuffisant eu égard au calendrier du tournoi», a-t-il estimé. «Durant le tournoi, nous serons soumis à un rythme élevé durant la compétition, avec un seul

jour de récupération entre nos matchs, ce qui est très insuffisant. J'aurais aimé bénéficier de plus de 18 joueurs pour pouvoir gérer la situation, car ce sera vraiment difficile de jouer trois matchs en six jours», a-t-il déploré. L'entraîneur national a parlé aussi de l'absence de certains

joueurs, pour des raisons diverses. «Si personnellement, je ne connais les raisons de l'absence du joueur Yanis Lagha, malgré sa convocation au stage d'Espagne, celles de Nadji Bouaichaoui et Adem Kenane est due à leur indisponibilité en raison de blessures». En fin, le coach national s'est dit content du rendement de sa troupe, lors du match amical contre les U18 du CR Belouizdad (1-1), samedi. «Lors de ce match, on n'a pas cherché le score, mais on a relevé avec satisfaction le rendement de l'équipe qui s'est amélioré en seconde période, malgré que certains joueurs ont joué ensemble pour la première fois», a souligné Mourad Slatni, tout en invitant les supporters à venir soutenir ses jeunes joueurs, ce qui les «libérera sur le plan psychologique», a-t-il conclu.

R. S.

CAN de futsal

«Nous avons des arguments à faire valoir»

Le sélectionneur de l'équipe nationale de futsal Noureddine Benamrouche, a déclaré lundi que l'Algérie avait des arguments à faire valoir, à la veille de son entrée en lice face à l'Irak, dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr.B) de la 6^e Coupe arabe de futsal à Demmam en Arabie saoudite (20-28 juin). «On jouera une solide équipe irakienne qui vient de terminer la Coupe d'Asie et qui a disputé plusieurs Coupes du monde. Seulement, je pense que de notre côté on a des arguments à faire valoir. On verra comment vont réagir les joueurs à leur première compétition officielle», a-t-il indiqué au site officiel de la Fédération algérienne (FAF). Outre l'Irak, le groupe B à trois est composé également de l'Egypte, que les «Verts» vont affronter mercredi (17h00, algériennes). Cette 6^e édition verra la participation de dix sélections scindées en trois groupes. En quarts de finale prévu le 24 juin, le premier du groupe B affrontera le 3^e du groupe (A) à 14h30. Le deuxième du groupe B sera opposé au premier

du groupe C, à 17h00. Les demi-finales se dérouleront le 26 juin (14h30, 18h30) tandis que la finale aura lieu le 28 juin à 14h00. «La préparation effectuée en Algérie et ici en Arabie saoudite se déroule bien, malgré l'extrême urgence et le temps très court imparti pour être prêt pour cette joute. L'équipe est soumise à un travail très intense qui, j'espère, apportera ses fruits», a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : «le groupe, qui n'a été constitué que récemment, fera de son mieux pour rendre une belle copie sur le terrain, même si on est conscients qu'on aura à faire à des adversaires beaucoup plus costauds et plus expérimentés que nous». La sélection algérienne «qui fait office de petit poucet dans ce tournoi», entamera la compétition arabe avec pour leitmotiv la victoire comme l'a si bien signifié Benamrouche : «La préparation n'est pas optimale certes, mais il y a de la qualité dans mon équipe. On va tout donner pour faire parler notre technique».

INFO EXPRESS

Benlamri rejoint la formation saoudienne d'Al-Khaleej FC

Le défenseur international algérien Djamel Benlamri, s'est engagé avec la formation d'Al-Khaleej FC, nouveau promu en division 1 saoudienne, a annoncé le dimanche sur son compte Twitter. Laissé libre par le Qatar SC après une expérience d'une année, Djamel Benlamri (32 ans) a décidé de rebondir une nouvelle fois en Arabie saoudite après avoir déjà évolué au Royaume, précisément à Al-Shabab (2016-2020) avec lequel il est actuellement en litige. La Fédération internationale de football, a condamné le défenseur central algérien à verser une amende de 905 000 de dollars pour avoir rompu unilatéralement son contrat sans l'accord de ce club. Al-Khaleej FC, basé dans la ville de Saihat, n'a pas divulgué pour le moment la durée du contrat de Djamel Benlamri, se contentant juste de publier une vidéo retraçant les exploits du champion d'Afrique 2019 avec comme titre : «Le premier guerrier est arrivé, bienvenue Djame». Benlamri était sur le point de s'engager avec l'autre club saoudien d'Al-Wehda, mais Al-Khaleej s'est montré plus convaincant sur le plan financier en offrant 1,1 millions de riyals saoudiens, selon la presse saoudienne.

Ligue 1 2022-2023

Ouverture officielle du mercato estival

L'ensemble des 16 clubs composant la Ligue 1 professionnelle de football pour la saison 2022-2023, pourront dès ce lundi enregistrer leurs nouvelles recrues, à l'occasion de l'ouverture officielle du mercato estival qui s'étalera jusqu'au 14 août prochain. Certains clubs n'ont pas attendu la date du 20 juin pour entamer l'opération de recrutement à l'image du MC Alger, qui a déjà officialisé l'arrivée de deux nouvelles recrues : l'attaquant du RC Arbaâ Ammar Abdelmalek Oukil et le défenseur de l'ES Sétif Houari Ferhani, qui se sont engagés respectivement pour trois et deux saisons. Le triple champion d'Algérie le CR Belouizdad est toujours au stade de négociations avec certains éléments susceptibles de renforcer les rangs du Chabab, qui aspire non seulement

à préserver son titre mais également jouer les premiers rôles en Ligue des champions de la CAF. Comme à chaque début du mercato estival, l'aspect financier sera déterminant pour attirer les oiseaux rares, d'autant que le challenge sportif est rarement mis en priorité par les joueurs qui veulent changer d'air. En revanche, les clubs en butte qui ont des soucis financiers se rabattront sur des éléments de divisions inférieures à moindre prix, alors que d'autres équipes préfèrent puiser dans l'effectif de la réserve et donner la chance à leurs joueurs de cru. Pour rappel, le coup d'envoi de la saison 2022-2023 sera donné le vendredi 19 août en présence de 16 équipes au lieu de 18, dans le cadre du nouveau système de compétition.

Meeting de Thonon-Les-Bains

Ramzi Abdenouz remporte le 1 500 m

Le demi-fondiste algérien Ramzi Abdenouz, pour sa première apparition sur 1 500 m cette année, a brillé de mille feux, en remportant le meeting d'athlétisme de Thonon-Les-Bains, disputé dimanche en France, avec un chrono de 3:42.71. Jusque-là, Abdenouz avait privilégié uniquement le 800 mètres, épreuve dans laquelle il avait décroché la 8^e

place aux derniers Championnats d'Afrique d'athlétisme, disputés du 8 au 12 juin à Saint-Pierre (Maurice), avec un chrono de 1:47.33. Ce n'est donc que dimanche que l'Algérien s'est mis pour la première fois au 1 500 mètres, et sa première a été la bonne, puisqu'il a pris la première place, avec en prime un assez bon chrono.

Décès

La famille IGUERTSIRA a l'immense douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée
M^{me} OUKSILI MALHA épouse IGUERTSIRA

décédée le lundi 20 juin 2022 à l'âge de 94 ans et inhumée le même jour, et informe que la veillée du 3^e jour aura lieu aujourd'hui mercredi 22 juin 2022 à son domicile 7, rue Mouloud Zadi, Alger-Centre.

A Allah nous appartenons, à Lui nous retournons.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: Abdelwahab Djakoune. Rédacteur en chef : Radia Zerrouki Directeur financier : Ouahid Kouba Composition PAO La Nouvelle République Impression Alger : SIMPRAL Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : SIO. Constantine : SIE Diffusion centre : SEDICOM. Ouest : SPDO. Est : El Khabar. Sud : Trag diffusion Publicité : La Nouvelle République, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : ln98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : ln98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19. Conception : Studio Baylaucq, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

**Meeting de Thonon-
 Les-Bains**
 Ramzi Abdenouz
 remporte le 1 500 m

le match à suivre

Mourad Slatni
 «Nous réaliserons
 le meilleur tournoi
 possible, malgré
 des adversaires forts»

football

Ligue 1 2022-2023
 Ouverture officielle
 du mercato estival

Kalidou Koulibaly dit tout sur sa vie sportive (suite et fin)

Poursuivons dans cette seconde partie de l'entretien accordé par Kalidou Koulibaly au journal *Onze Mondial* qui va nous mener vers d'autres sujets qui continuent de susciter des débats à l'échelle africaine notamment.

Quand on parle d'Afrique, on entend souvent la même chose : climat difficile, pelouse médiocre, arbitrage catastrophique, mauvaise organisation, n'est-ce pas vexant ?

Koulibaly : «C'est vexant ! Et même nous, entre nous, on doit être plus tolérants. Quand on entend : mauvaise organisation. Qui parle de l'organisation selon toi ? Ce ne sont pas les Européens qui le font, c'est nous, entre Africains...» et de poursuivre un peu plus loin : «On ne peut pas se permettre de faire parler de l'Afrique en mal. C'est en organisant bien les choses, en faisant bien les choses et en montrant qu'on fait de gros efforts que ça ira mieux, qu'on aura une meilleure image et qu'on ira de l'avant». Citant l'exemple du Cameroun, il dira : «Au Cameroun, un gros effort a été fait au niveau des pelouses. On a quand même vu des pelouses de qualité. Entre la première CAN que j'ai faite et aujourd'hui, il n'y a pas photo».

L'Africain doit respecter l'arbitre

Sur cette question il estime qu'«il faut vraiment aider les arbitres. Je pense qu'ils ne sont pas aidés. On est toujours là à les critiquer. Je pense qu'ils ont un complexe d'infériorité. Ils se disent : ils viennent d'Europe et nous jugent différemment». «Moi, que ce soit un arbitre européen ou africain, je le vois de la même manière, je ne le prends pas de haut. C'est ça que tout le monde doit comprendre, on est dans le même bateau finalement. Si on parle mal d'eux, ils vont aussi mal parler de nous. ...Il faut qu'on s'entraide et qu'on aille de l'avant car c'est pour le bien de l'Afrique».

Voir un pays africain soulever la Coupe du Monde, est-ce possible ?

(Son visage s'illumine) «C'est mon rêve, c'est mon rêve ! Voir un pays africain soulever la Coupe du monde, ça serait tellement magnifique. J'espère que ce sera le Sénégal, j'espère que ce sera nous (sourire). Ce serait quelque chose de grand. Et je pense que ce serait mérité, il y a tellement de talents en Afrique, tellement de bons joueurs, tellement de bonnes nations. Ce serait la suite logique qu'un pays d'Afrique gagne la Coupe du monde».

Quelle image ont les joueurs africains qui évoluent sous d'autres cieux ?

«Quand tu joues dans une sélection européenne, les gens pensent directement que tu es meilleur... donc supérieure à une nation africaine. Quand tu fais partie d'une équipe africaine, tu es déjà un ou «deux crans en-dessous selon les gens». Et de faire remarquer que «des grands joueurs



■ Kalidou Koulibaly, un joueur exemplaire.

(Photo > D. R.)

jouent dans les équipes nationales africaines, ils n'ont à rougir devant personne. Ce sont des joueurs qui font partie des meilleurs mondiaux. Les gens doivent se mettre dans la tête que l'Africain est vraiment un joueur de talent, un joueur qui mérite vraiment son respect. Tout le monde doit respecter le football africain, et nous les Africains, les premiers».

Tu as perdu du temps, tu t'en mords les doigts...

«Je suis venu tard, j'ai rejoint l'équipe nationale du Sénégal à 24 ans alors que j'avais déjà été sollicité une ou deux années auparavant. C'est vrai que c'est une réflexion à avoir, tout le monde veut jouer pour les sélections nationales françaises. Mais après, quand tu réalises que tu as perdu du temps, tu t'en mords les doigts. Personnellement, je m'en suis vraiment mordu les doigts. Je savais que le Sénégal pouvait m'offrir la chance d'évoluer au niveau international, et malgré ça, j'ai attendu deux ans.

Et deux ans, ça fait une trentaine de matches. Je n'ai pas pu jouer pendant 30 matches avec mon équipe nationale et je m'en mords les doigts encore aujourd'hui. Dans ma tête, je ne me disais pas».

Que lui recommandaient ses parents ?

Il l'explique «va jouer pour le Sénégal». Ils m'ont toujours dit de faire mes choix et qu'ils me soutiendront quoi qu'il arrive. Quand j'ai choisi le Sénégal, j'ai vu les yeux de mes parents briller. Et j'ai directement su que j'avais fait le bon choix. Quand je vais en sélection, je rejoins une

famille, je vois uniquement des frères. Après, quand tu vois les repas avec les plats sénégalais, que tu manges des trucs dont tu as l'habitude, que tu manges des plats de ton quotidien à la maison avec les parents, tu sens tout de suite que tu es chez toi. Mais moi, si je peux leur donner un conseil, c'est : «Fonce, fais ton choix le plus rapidement possible et ne regrette rien. C'est tellement important de jouer pour une équipe nationale. Jouer pour une équipe où tu peux donner 100% de toi-même, il n'y a rien de plus beau...»

Si tu avais attendu encore un peu, tu serais aujourd'hui titulaire en équipe de France...

«Je suis bien comme titulaire avec l'équipe du Sénégal (sourire). C'est un débat qui a énormément fait parler. Beaucoup de médias ont parlé de ça, notamment suite à une intervention de Didier Deschamps qui avait parlé de moi et dit qu'il me suivait alors que j'avais déjà joué pour le Sénégal. Ça m'a fait plaisir, ça prouve qu'un joueur qui choisit une sélection africaine a aussi le niveau pour jouer pour la France. La France a ensuite gagné la Coupe du monde... Moi, j'ai ensuite gagné la CAN. Je suis le premier Sénégalais à soulever la CAN donc il n'y a rien à regretter aujourd'hui».

Le Ramadan...

Dans cette interview fleuve, nous retiendrons que ce qui fait la force de Koulibaly, c'est bien le Ramadan : «Tout le monde se pose la question. Pour commencer, je veux remercier mon club et mon staff». Pour le coach, sa réaction est la suivante : «Ok, vous

faites le ramadan, voyez avec le nutritionniste, il va vous aider sur les compléments alimentaires, par rapport à la nuit». Le chef se levait à 4h du matin pour nous faire à manger les jours de match. C'est vraiment quelque chose d'agréable. En Italie, ils sont tellement croyants, qu'ils respectent tout. Que tu sois musulman, juif ou chrétien, ils respectent vraiment ta religion. Par rapport à ça, il n'y a aucun problème. Après, dire que ça ne te diminue pas, ce serait mentir. C'est vrai que tu es un peu diminué. Tu as moins de force puisque tu ne manges pas de la journée. Mais ça ne t'empêche pas d'être performant. On le voit avec de grands joueurs qui font le ramadan et qui sont super performants, je pense à Benzema ou Sadio Mané et d'autres. Certains sont même encore plus performants lorsqu'ils font le ramadan.

Quand je le fais, je me sens mieux, mon corps est dans un meilleur état, j'ai moins de douleurs. J'ai cette petite faim par moments, mais je cours plus sur le terrain. Je m'en rends compte lorsque je regarde les détails de mes entraînements, car on s'entraîne tous les jours avec les GPS.

Je demande juste aux gens d'être tolérants sur ce sujet parce que la religion, c'est quelque chose de personnel. Quand tu as des personnes tolérantes autour de toi comme à Naples, ça fait plaisir.

Synthèse de H. Hichem

■ BeIN Sports 1 : Monaco - ASVEL Lyon-Villeurbanne à 18h30

■ BeIN Sports 3 : Tennis : Tournoi WTA d'Eastbourne à 19h

JM-ORAN-2022

LE COMITÉ D'ORGANISATION CÉLÈBRE LA FÊTE DE LA MUSIQUE

Le comité d'organisation de la 19e édition des Jeux méditerranéens 2022 a célébré, dimanche soir, la Fête internationale de la musique, en organisant un concert artistique au Théâtre régional d'Oran, Abdelkader Alloula. Le concert a été animé par des artistes locaux, avec à leur tête Houari Benchennat, Cheb Bilal et Chebba Zahouania, en présence du Conseiller du président de la République chargé des relations extérieures, Abdelhafid Allahoum, du Commissaire des jeux, Mohamed Aziz Derouaz, du wali d'Oran, Saïd Saayoud et de l'ancien président du Comité international des jeux méditerranéens (CIJM), Amar Addadi.

Oran est fin prête à abriter cette fête méditerranéenne, a fait savoir le Commissaire des jeux. M. Derouaz a annoncé à cette occasion la réduction à 100 DA (au lieu de 500 DA) du billet d'accès au Complexe Sportif Olympique d'Oran pour assister à la cérémonie d'ouverture officielle de la 19e édition des Jeux méditerranéens d'Oran, prévue samedi prochain, et ce sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

De son côté, Ammar Addadi qui a quitté la présidence du Comité international des Jeux méditerranéens en octobre dernier, a évoqué la première édition de ces jeux abritée par l'Algérie en 1975, qui était «marquée par une très bonne organisation» malgré, a-t-il dit, «les appréhensions que nous éprouvions en raison du manque d'expérience sachant que c'était la première fois que notre pays accueillait un grand événement sportif quelques années après l'indépendance».

En évocation des gloires du sport algérien, l'ancien international du Handball algérien, Abdelhamid Boutchiche est monté sur le podium avec la médaille d'or qu'il a décrochée avec les Verts lors des Jeux méditerranéens de Lattaquié en 1987, un sacre remporté par l'équipe algérienne dirigée à l'époque par l'entraîneur Mohamed Aziz Derouaz.

Les artistes ayant animé cette soirée ont enchanté le public avec des musiques et des chansons du terroir oranais, un avant-goût du volet artistique de ces jeux méditerranéens qui au-delà, des compétitions, permettront aux jeunes des deux rives et des trois continents de se rencontrer et de célébrer l'événement pendant près de deux semaines à «El Bahia» (Oran), sirène de la Méditerranée.

R.C.

Ville au passé glorieux

Oran affiche ses ambitions de métropole méditerranéenne



La ville est restée, tout au long de cette histoire, l'un des centres scientifiques et culturels les plus importants de la région du Maghreb et une forteresse résistant aux assauts des envahisseurs de la rive nord de la Méditerranée.

Selon une majorité d'historiens, la fondation de la ville d'Oran remonte à l'an 902 de notre ère lorsque des voyageurs andalous s'y sont installés et ont utilisé le port de Mers El-Kébir pour développer leur commerce. Avec le temps, les habitants des régions limitrophes les ont rejoints, permettant l'extension de son urbanisation et l'augmentation de la densité de sa population, grâce à sa position donnant sur la Méditerranée. Oran avait acquis une importance stratégique maritime, économique et culturelle.

Cependant, le noyau de la ville remonte aux anciennes époques berbères lorsque le petit village d'Ifrî a été construit sur la rive gauche du «Oued R'hi», connu sous le nom de «Ras El-Aïn», selon l'historien Yahia Bouâziz, qui, dans son livre «La ville d'Oran à travers l'histoire», a estimé que les migrants venus d'Andalousie ont réalisé la «deuxième fondation» de la ville.

Un centre de rayonnement intellectuel et culturel

Au fil des siècles, Oran a été soumise à la domination des Fatimides, des Almoravides, des Almohades, des Zianides, des Hafsides et des Marinides. Elle a connu la fondation de nombreuses

La ville d'Oran, qui s'apprête à accueillir la 19ème édition des Jeux Méditerranéens, compte une histoire riche en événements, anciens et nouveaux, et aspire, aujourd'hui, à un avenir radieux à la mesure de ses ambitions.

écoles, devenant l'une des principales métropoles du pays où fleurissaient science et littérature. La ville a donné naissance à des personnalités de la pensée, de la culture et de la religion, et attiré des savants de différentes régions, cités par Benaouda El-Mazari dans son livre «Toulou Saâd Souôud fi akhbar wahran wa makhzaniha oussoud», soit plus de 75 savants et «awlia» (saints protecteurs), entre les 19e et 20e siècles, qui ont œuvré à la renaissance de la ville et participé dans la civilisation arabo-islamique dans le monde musulman, selon Yahia Bouâziz. Parmi ces savants, Cheikh Abou Ishak Abdallah Mohamed El-Ouahrani (10e s), le faqih et Qadi Abou Abdallah Mohamed El-Ouahrani (13e s), le médecin Abou Mohamed Amroune El-Ouahrani (11e s), l'écrivain Ibn Mahrez El-Ouahrani (12e s), Brahim Tazi (15e s), Cheikh Mohamed Benamar El-Houari (1439-1531), le saint patron d'Oran, dont le nom est lié à la ville.

Une citadelle de résistance contre les envahisseurs

La ville d'Oran a fait l'objet de raids hispano-portugais et les Portugais l'ont occupée à deux reprises. La première de 1415 à 1737, reprise par les Zianides. La seconde de

1471 à 1477. Les espagnols l'ont ensuite occupée en l'an 1509 et ont été chassés en 1708, puis l'ont réoccupée en 1732. Oran a également fait l'objet d'opérations d'altération de sa mémoire, de sabotage et de déformation de ses repères civilisationnels, urbains, historiques, culturels et religieux, notamment arabes et islamiques, par les espagnols.

La libération définitive de la ville d'Oran eut lieu le 27 février 1792, après le siège imposé par le bey de Mascara Mohamed Ben Othmane El-Kebir à la garnison militaire espagnole d'Oran et de Mers El-Kebir, ainsi que les combats héroïques menés par des volontaires de toutes les régions de l'ouest du pays qui ont infligé une lourde défaite aux espagnols et les ont forcés à évacuer la ville, souligne le professeur d'histoire de la ville d'Oran 1 «Ahmed Ben Bella», le Pr Mohamed Bendjebbour. Après la seconde libération, de grands efforts ont été fournis pour redonner à Oran sa gloire et sa dimension arabo-islamique, reconstruire et réparer ce qui a été détruit, puis les Français ont repris, après avoir occupé la ville en 1831, le processus d'effacement de ses repères culturels et de civilisation. Lors de la Guerre de libération nationale, Oran faisait partie des zones

où le lancement des premières opérations, le 1er novembre 1954, étaient préparés, lorsque le groupe dont faisait partie le martyr de la guillotine Ahmed Zabana fut chargé de s'emparer des armes dans la caserne du quartier d'Eckmühl, entre autres opérations.

Auparavant, Oran a été témoin de l'opération de l'attaque de la Grande Poste par des commandos de l'Organisation spéciale (OS), le lundi 5 avril 1949, qui a permis d'obtenir des fonds pour financer l'action armée contre le colonialisme français. Depuis l'indépendance, Oran n'a cessé de lier son passé glorieux à son présent radieux à travers de nombreuses expansions urbaines, redynamisant le mouvement commercial, culturel et touristique, et développant des pôles industriels spécialisés en partenariat, tels que la pétrochimie, la sidérurgie, l'industrie automobile et le secteur pharmaceutique.

Oran, qui compte trois universités et de nombreux centres de recherche et qui a été renforcée par de nouvelles infrastructures sportives, de complexes touristiques et d'établissements sanitaires, ambitionne de poursuivre sa renaissance dans tous les domaines. La prochaine édition des Jeux Méditerranéens sera une opportunité pour cette ville et ses habitants d'afficher cette ambition de devenir une métropole qui compte dans le bassin méditerranéen.

R.C.

Festival de Genève

«Soula» de Salah Isaâd reçoit le Fifog d'or

Le Fifog d'or des longs-métrages est revenu à «Soula» de l'Algérien Salah Isaâd alors que le Fifog d'argent a été décerné à «Amira» de l'Égyptien Mohammed Diab.

Le Fifog d'or de la compétition internationale des courts-métrages a été décerné au film de fiction «Salwa» d'Ines Ben Othman (Tunisie) lors de la 17ème édition du Festival international du film oriental de Genève (Fifog) qui a pris fin dimanche.

Une mention spéciale, scénario et réalisation, est revenue à Leila Bouzid pour son film de fiction,

présenté dans la compétition internationale des longs-métrages. Cette mention spéciale lui a été accordée «pour l'originalité du scénario et l'authenticité du dialogue».

Le jury a particulièrement apprécié le lien établi entre la poésie arabe classique - audacieuse et largement oubliée aujourd'hui - et la jeune génération arabe à la recherche de son identité. «Ce lien a été traduit dans une mise en scène parfaitement maîtrisée». Une mention spéciale, de la meilleure actrice, a été attribuée

à Soula Bahri pour son rôle dans «Soula». Dans la compétition des courts-métrages, le Fifog d'argent a été attribué à «Roadblock» de la Libanaise Dahlia Nemlich.

Deux mentions spéciales du jury ont été attribuées à «Qahwet Ferial» de l'Égyptien Mohamad Elka-shaf et «Baraye Bare Dovom» de l'Irannienne Leila Akhbari.

Cette 17ème édition du Fifog placée sous le signe de «la liberté au féminin» a été organisée du 13 au 19 juin 2022. La plupart des films sélectionnés sont de réalisatrices ou réalisateurs qui explo-

rent des thématiques en lien avec les libertés des femmes.

Le palmarès du Fifog a été dévoilé au cours de la cérémonie officielle, habituellement organisée aux Cinémas du Grütli, siège du festival.

Les films primés figurent dans la compétition internationale des longs et courts-métrages de fiction ainsi que dans la compétition scolaire. Le Fifog se tient chaque année dans une dizaine de lieux à Genève et communes, en Suisse.

R.C.